

*A Toulouse, le 26 février 2025*

*Objet : Votre lettre ouverte sur « Bromo », les délocalisations et les garanties d'emploi*

Madame, Monsieur,

Nous vous remercions pour votre lettre ouverte et pour les documents que vous avez publiés sur le projet « Bromo », sur les délocalisations annoncées et sur l'évolution de la situation sociale chez Airbus Defence and Space. Votre démarche met sur la table des demandes précises, et nous souhaitons y répondre de façon tout aussi précise.

Vous demandez d'abord de la transparence. Vous dites qu'un projet d'une telle ampleur ne peut pas avancer « au compte-gouttes », sans débat clair sur son périmètre, son calendrier et ses effets. Sur ce point, notre position est nette : la filière industrielle toulousaine ne peut pas être pilotée dans l'opacité, puis présentée au territoire une fois que tout est ficelé. Nous considérons légitime que les représentant·es des salarié·es disposent d'informations complètes et que des expertises indépendantes puissent être mobilisées pour objectiver les impacts.

Vous demandez ensuite des garanties. Votre ligne est explicite : pas de fermeture de site, pas de suppression d'emplois, pas de dégradation des statuts sociaux, pas d'externalisation et pas de délocalisation qui viendraient affaiblir durablement les compétences et la capacité productive. Là encore, nous partageons l'essentiel : on ne peut pas demander à un territoire, à ses salarié·es et à ses sous-traitant·es de « faire bloc » autour d'une stratégie industrielle si cette stratégie sert, dans les faits, à réduire les effectifs, à mettre les équipes en concurrence et à déplacer les activités au gré d'arbitrages financiers.

Vous alertez enfin sur la situation sociale immédiate : salaires, carrières, reconnaissance du travail, égalité professionnelle. Vos textes montrent un climat de démobilisation et de colère, et vous liez explicitement cette question salariale à l'avenir même de la filière : quand on bloque les rémunérations et les parcours, on organise l'attrition des compétences, on fragilise les collectifs de travail, et on prépare la suite. Nous ne considérons pas ces revendications comme « périphériques ». Elles touchent à la dignité au travail et à la capacité de la filière à tenir dans le temps.

À ce stade, nous voulons donc dire trois choses.

Premièrement, nous refusons l'intimidation permanente qui consiste à brandir « l'emploi » pour empêcher le débat, tout en laissant les directions décider, sans contrôle démocratique, de délocaliser, d'externaliser et de supprimer des postes. Les salarié·es ne doivent pas être un argument de communication. Ils doivent être respecté·es comme des acteur·rices centrales des choix industriels.

Deuxièmement, nous affirmons un principe de conditionnalité. Quand des entreprises attendent du territoire des infrastructures, du foncier, des aménagements, des coopérations avec la recherche, de la formation, des partenariats, ou un soutien politique, alors le territoire est en droit d'exiger des contreparties strictes et vérifiables. Ce principe vaut d'autant plus quand les décisions envisagées peuvent peser sur l'emploi, les sites, la sous-traitance et les conditions de travail. Nous ne

soutiendrons pas un modèle où l'argent public et les décisions publiques servent, directement ou indirectement, à financer une stratégie de « baisse de coûts » payée par les salarié·es et le territoire.

Troisièmement, nous assumons que la question écologique est pertinente dès lors qu'elle sert à protéger les personnes et à sécuriser l'avenir. Nous ne pensons pas que l'écologie doive être utilisée « contre » le monde du travail, ni qu'elle doive être écartée au nom de l'emploi. À Toulouse, les enjeux de santé publique, de nuisances et de climat existent, et ils doivent être traités sérieusement. Mais la seule façon responsable de les traiter, c'est de le faire avec des garanties sociales, avec une stratégie industrielle crédible, avec de la formation, et avec une diversification qui sécurise les parcours au lieu de les sacrifier. La transition ne peut pas être un slogan : elle doit être juste, planifiée et protectrice.

Sur « Bromo », nous partageons plusieurs constats et questions de fond qui, pour nous, doivent devenir des questions publiques. Nous avons conscience notamment que l'état des carnets de commandes ne donne pas l'image d'un secteur en crise, ce qui interroge le sens réel de l'opération. Il faudrait aussi mettre en discussion l'argument de « répliquer SpaceX/Starlink », en rappelant qu'il s'agit là-bas d'une intégration verticale, là où « Bromo » relèverait plutôt d'une logique horizontale, et qu'il n'est pas évident que l'objectif affiché soit atteint par les moyens choisis. Enfin, nous relevons l'effet possible de bascule : si l'ESA met aujourd'hui en concurrence des acteurs européens, que devient cette logique si la concurrence se déplace demain vers des acteurs états-uniens ou chinois, et avec quelles conséquences pour le développement industriel du spatial en Europe. Nous ne prétendons pas avoir toutes les réponses à ce stade, mais nous considérons que ces points doivent être clarifiés, documentés et débattus, parce qu'ils engagent l'intérêt général, l'emploi et la souveraineté industrielle.

Vous nous demandez de prendre position. Nous le faisons : nous soutenons l'exigence de transparence, nous soutenons l'exigence de garanties d'emploi et de sites, et nous refusons que des délocalisations ou des externalisations soient décidées en faisant payer la note aux salarié·es.

Une fois élu·es, nous organiserons une rencontre de travail avec votre organisation, avec des leviers concrets, pour distinguer ce qui est acté de ce qui reste réversible et pour poser des exigences publiques de transparence, de garanties et de conditionnalité des soutiens.

Nous vous remercions encore pour votre interpellation et pour la précision de vos demandes. À ce stade, nous pouvons d'ores et déjà distinguer trois grands enjeux politiques qui découlent de ce dossier : le premier est d'alerter et de mobiliser pour préserver les emplois et les infrastructures ; le deuxième est de mettre la pression sur le gouvernement pour clarifier sa position face à SpaceX/Starlink et les choix de souveraineté qui en découlent ; le troisième est de renforcer les investissements publics, notamment dans la constellation européenne Iris, afin de disposer d'une capacité européenne à la hauteur de la concurrence des constellations états-uniennes et chinoises.

Veuillez recevoir, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations respectueuses.

Pour la liste Demain Toulouse,

François Piquemal